## COMMUNIQUE DE PRESSE

"LES FEMMES RURALES SONT APPELÉES À PRENDRE LEUR DESTINÉE EN MAIN",

tel est l'appel qu'a lancé le Président JAZAIRY du FIDA à la Consultation Régionale sur la Promotion des Femmes Rurales en Afrique Subsaharienne qui s'est ouverte ce matin à Dakar.

Ces vingt dernières années, le nombre de femmes en milieu rural vivant en situation de "pauvreté absolue" est passé de 400 à 600 millions. 150 millions d'entre elles vivent dans les campagnes Subsahariennes. Cette tragique montée de la pauvreté est d'autant plus grave dans les pays en développement qu'elle touche précisément une frange de la population la plus productive. Des études indiquent en effet que les 420 millions de femmes rurales des pays du Tiers-Monde produisent 55 % de la nourriture consommée dans ces régions en y consacrant quotidiennement de 14 à 16 heures de travail. C'est ce que le Président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Mr. Idriss JAZAIRY, a souligné dans son intervention lors de l'ouverture de la 3e Consultation Régionale sur la Promotion Economique de la Femme Rurale en Afrique Subsaharienne qui s'est tenue ce matin au siège du CICES à Dakar avec la participation du Premier Ministre du Sénégal M. Habib THIAM et Mme Ndioro NDIAYE, Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Le Premier Ministre n'a pas manqué à cette occasion de souligner le rôle unique que le FIDA n'a cessé de jouer depuis sa création en 1977 en faveur les plus pauvres des pauvres dans les milieux ruraux et plus particulièrement les femmes. Il a ainsi souligné le droit à la différence et à l'épanouissement de tous les êtres humains ; condition du respect universel des Droits de l'Homme.

Aujourd'hui en Afrique Subsaharienne, le pourcentage de femmes chefs de famille est passé de moins de 20 % à plus de 30 % de la population active. "Cela est un luxe que les pays en développement ne peuvent pas se permettre" a déclaré le Président JAZAIRY se référant au fait que laissées sans soutien, le potentiel productif de ces femmes demeurait inexploité.

La situation que nous voyons aujourd'hui dans les pays les plus pauvres est la conséquence de plusieurs facteurs. La pression démographique qui, en certains pays d'Afrique, voit la population s'accroître à un rythme insoutenable, la migration des hommes en quête de travail dans les centres urbains ou vers les pays voisins et la crise économique générale aggravée par la guerre du Golfe ont affecté durement des populations déjà éprouvées par les programmes d'ajustement structurel. A cela s'ajoute la dégradation de l'environnement, particulièrement grave dans cette zone de l'Afrique Subsaharienne, qui érode les ressources de base des femmes dont la plupart sont responsables de la production de produits vivriers consommés par les familles.

Les calamités naturelles - telles que la sécheresse et la désertification - ainsi que les tensions politiques et sociales constituent d'autres éléments qui contribuent à la désintégration de la famille et qui obligent les femmes les plus démunies à prendre en charge leur propre survie et celle de leurs enfants.

Le rôle central de la femme rurale au sein de la famille et dans le processus de développement économique des pays n'est ni suffisamment reconnu, ni suffisamment encouragé par les programmes économiques initiés ici et là.

Mme Ndioro NDIAYE, lors de son intervention a annoncé au nom de Mme Elizabeth Diouf, Première Dame du Sénégal, qu'un Sommet consacré à la Promotion Economique des Femmes Rurales avec l'assistance du Fonds International du Développement Agricole va avoir lieu à Bruxelles le 25 Février 1992 à l'initiative d'un groupe d'Epouses de Chefs d'Etat et de Gouvernement sous le Haut Patronage de la Reine Fabiola de Belgique.

Signalons pour terminer que cette réunion fait partie d'une série de réunions régionales organisées par le FIDA en préparation du Sommet de Bruxelles. Elles ont pour objet d'identifier les modalités concrètes d'action permettant aux femmes rurales "de prendre en main leurs destinées".